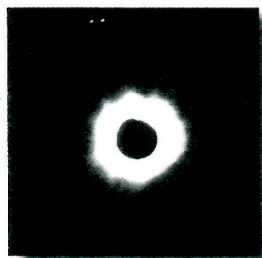
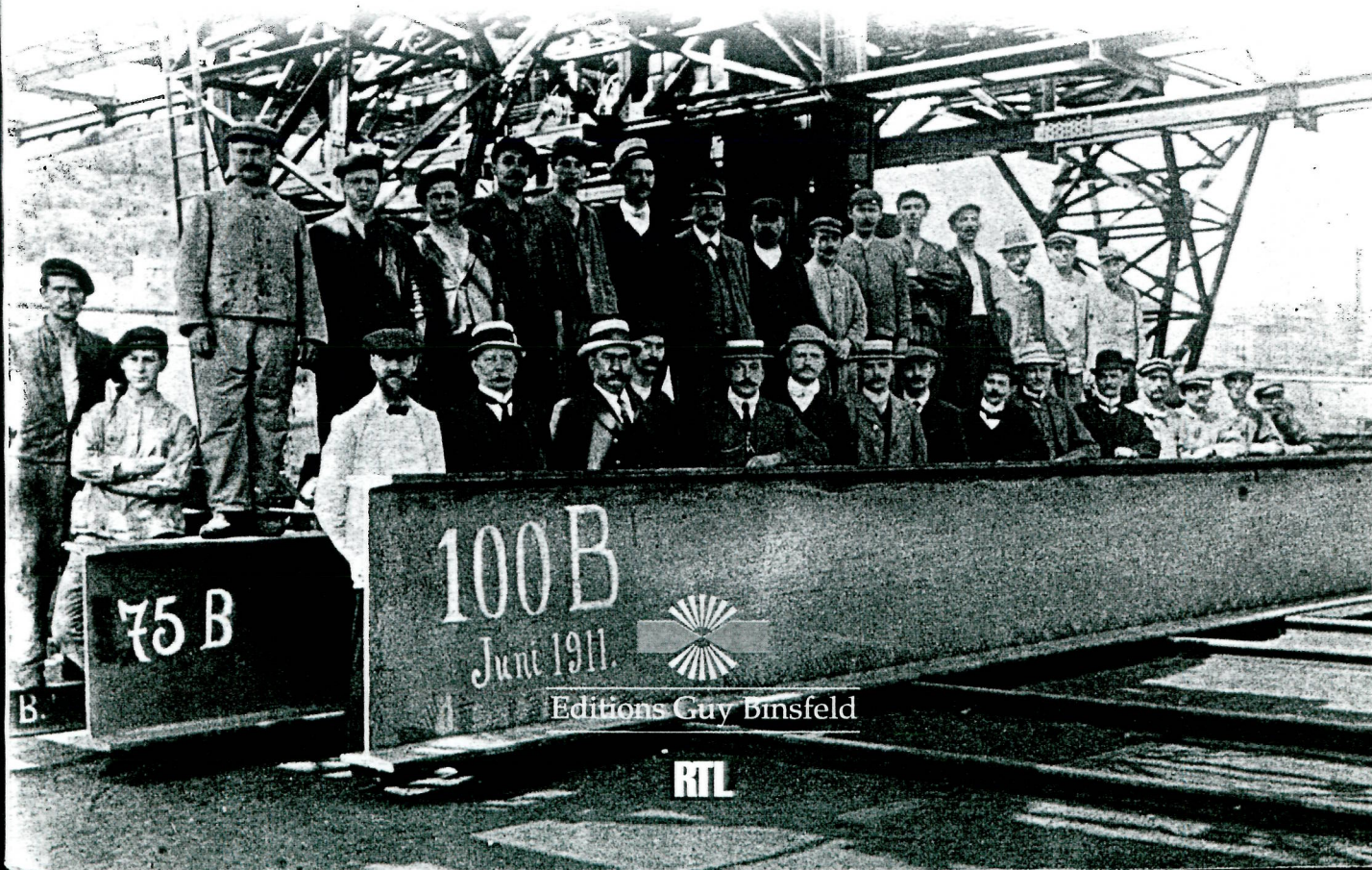


Lëtzebuenger
Almanach
vum Joerhonnert



1900-1999



Les "Giele

Des scènes
de la Libération:
la milice en action
(14 septembre 1944)



276

Parfois, le châti-
ment n'était pas moins
cruel que le traite-
ment subi pendant
l'occupation nazie



PAUL CERF

männercher”

n'étaient pas des oiseaux exotiques...



Des collaborateurs nazis arrêtés et humiliés



277



Des miliciens pendent symboliquement un mannequin affublé d'un uniforme nazi



Damian Kratzenberg, "Landesleiter" du "Volksdeutsche Bewegung" (à g.) et le Gauleiter Gustav Simon (1942)

C'est bien connu: au cours de la Seconde Guerre mondiale, les Luxembourgeois, tous unis et solidaires, se sont dressés, comme un seul homme, contre l'envahisseur allemand, qui voulait les annexer de force; ils ont opposé une résistance sans faille à tout ce qui venait d'outre-Moselle, leur patriotisme a forcé l'admiration des générations futures. C'est écrit dans les livres d'histoire, c'est dit et répété à chaque fête commémorative par les orateurs les plus éminents qui invoquent avec des accents pathétiques, chargés d'émotion, cette période la plus sombre de la courte histoire nationale: amour de la patrie, vive le grand-duc, ouvrez le ban, sonnerie aux morts, "Roude Léiw, huel se", fermez le ban...

278

Seulement voilà, cette belle image d'Épinal ne résiste pas à une analyse factuelle. L'Histoire (avec H majuscule) ne s'écrit pas en noir et blanc, avec les bons d'un côté et les méchants de l'autre. Pendant la guerre de 1940-1945, il y eut de "bons" Luxembourgeois, des patriotes ardents, heureusement majoritaires, mais il y eut également des "méchants", qui pactisèrent et collaborèrent avec les Allemands, et ils furent relativement nombreux. Et c'est rendre un bien mauvais service à la Résistance, à la vraie, que de vouloir escamoter certaines vérités qui ne sont pas bonnes à dire.

Car le drame de la collaboration des Luxembourgeois avec l'occupant allemand, c'est celui d'une histoire honteuse dont on ne veut rien savoir, qu'on occulte, comme on cache la fille qui a fauté, le fils autiste ou le frère banqueroutier qui a mal tourné, pour les effacer de la mémoire familiale. De la même façon, on voudrait que cette tache indélébile de la collaboration ne s'inscrive pas dans notre mémoire collective. Exercice vain, d'autant plus qu'il y a des preuves tangibles qu'on ne peut escamoter.

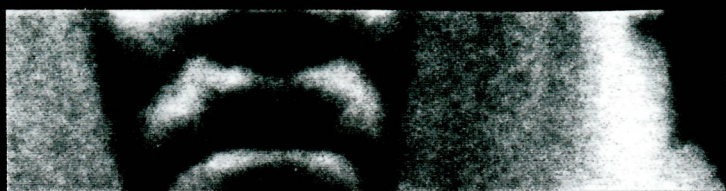
Des miliciens devant l'Hôtel de ville de Dudelange (14 septembre 1944)

UN BILAN EFFARANT

Pendant les dernières journées d'août 1944, des colonnes militaires lourdement chargées quittent la ville de Luxembourg en direction de l'est. À pied, à cheval et en voiture, à bord de tractions avant volées, de vélos rouillés, de tracteurs agricoles poussifs, ce sont les fuyards d'une armée allemande en déroute, emportant des cargaisons bourrées de biens pillés, qui rentrent honteusement dans le Reich chancelant. Cette retraite précipitée devient franchement une fuite éperdue le 1^{er} septembre, lorsque la rumeur se répand que



Les plaies de la collaboration se sont refermées
continuent de hanter



Les "Gielemännercher" n'étaient pas des oiseaux exotiques...

les troupes alliées sont aux portes de Luxembourg, ce qui est inexact. Toute l'administration allemande, hauts dignitaires en tête, abandonne ses postes, au point que le commandement militaire se voit obligé de stopper ces déserteurs qui sont ramenés *manu militari*. Ce n'est que partie remise, le 9 septembre, c'est le départ définitif et les troupes américaines sont aux fourches des derniers traînants.

Mais les Allemands ne sont pas les seuls dans cette course *heim ins Reich*, avec eux, quelque 10.000 (!) Luxembourgeois, hommes, femmes et enfants ont pris place dans

les fourgons de l'ennemi. Ce sont les collaborateurs, qui pendant 52 mois ont tenu le haut du pavé et qui craignent, à juste titre, des représailles de la part de leurs compatriotes. Quelque 5.000 proviennent de Luxembourg-Ville et ses environs, 2.500 des cantons d'Esch, 1.500 du nord et 1.000 des cantons de l'est. Et une fois le pays débarrassé de sa peste brune, c'est la chasse aux collaborateurs qui commence. Bientôt, la prison du Grund est surpeuplée, des camps de fortune sont sommairement aménagés un peu partout, où l'on entasse des milliers d'inciviques ou supposés tels, en tout plus de 5.000 (!).

Partout, dans le secteur public et privé, des comités d'épuration sont créés. Ils examinent plus de 20.000 (!) dossiers. Des hommes, des femmes, des hauts fonctionnaires, des petits employés et ouvriers sont rétrogradés, mis d'office à la retraite, licenciés.

◀ Des collaborateurs
forcés de faire le
salut hitlérien



La répression judiciaire est terrible: 2.272 jugements à l'encontre de collaborateurs débouchent sur 12 condamnations à mort, dont 8 seront exécutées, 23 condamnations à des travaux forcés à perpétuité, 249 à des peines diverses de travaux forcés, 1.245 à des peines de prison de moins de 5 ans, 713 à des peines de prison et de réclusion de 5 à 20 ans. En tout, plus de 9.000 condamnations, un bilan effarant!

Comment avait-on pu en arriver là?

GROUPUSCULES PRONAZIS AVANT LA GUERRE

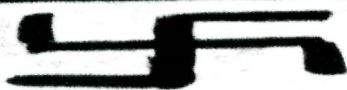
Au lendemain de la Première Guerre mondiale, de profonds remous politiques secouent le monde. À l'est de l'Europe, la montée en flèche du communisme éveille les craintes des vieilles démocraties occidentales, tandis que l'Allemagne vaincue n'arrive pas à se stabiliser. Un dictateur aux ambitions démesurées accède au pouvoir, à la suite d'élections démocratiques, faut-il le rappeler. Son programme fumeux, mélange de nationalisme, de socialisme mal digéré et d'antisémitisme délirant, enthousiasme les millions de chômeurs et la classe moyenne appauvrie et aigrie. Le monde industriel allemand, pour sa part, jubile à la perspective de grosses commandes pour ses usines d'armement.

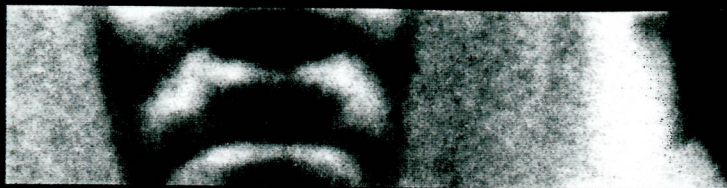


mais les collaborateurs, qui ont fait tant de mal,
la mémoire collective

Preisausgang

Henco





Les "Gielemännercher" n'étaient pas desoiseaux exotiques...

Les Français ont à faire à une droite remuante et réactionnaire, en Belgique, les extrémistes de droite rexistes marquent des points. En Italie, c'est un dictateur d'opérette qui fait marcher au pas de l'oie tout un peuple; de l'autre côté de l'Atlantique, le capitalisme sauvage engendre une terrible crise économique qui fera trembler le monde entier.

Et au grand-duché?

La droite au pouvoir se radicalise et fait voter en 1937 une loi interdisant le Parti communiste. Comme l'influence de ce parti est insignifiante sur l'échiquier politique, les partis de gauche y voient, non sans raison, une atteinte aux libertés démocratiques et mobilisent contre cette loi. Un référendum très serré rejette la loi et les socialistes entrent au gouvernement, formant une coalition avec le Parti de la droite.

Simultanément, la montée du fascisme et du nazisme a suscité des vocations au Luxembourg. Entre 1933 et 1939, on assiste à la naissance de mouvements se réclamant du *Führer* Adolf Hitler, mais qui disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus. Leurs programmes sont vagues, confus et inconsistants, avec un dénominateur commun: l'antisémitisme. Leurs meneurs sont d'illustres inconnus. Bref, sur l'échiquier politique, ces groupuscules ne jouent aucun rôle, laissant l'électeur indifférent.

Les choses vont rapidement changer avec l'invasion allemande du 10 mai 1940.

Devant la porte du magasin d'un collaborateur

LA NAISSANCE DU VDB

Dès le premier jour de l'occupation, alors que la Souveraine et le gouvernement ont pris le chemin de l'exil, les bureaux militaires allemands sont assaillis de quémandeurs qui offrent leurs services pour réformer le pays conformément à l'ordre nouveau, solliciter des emplois ou tout simplement pour signaler leur disponibilité à collaborer avec l'ennemi.

Le 19 mai 1940, alors que la vie politique et économique demeure paralysée, que 40.000 réfugiés errent sur les routes de l'exode en France, que 45.000 autres compatriotes s'entassent dans des refuges de fortune dans le centre et le nord du pays, 28 Luxembourgeois n'ont d'autre souci en tête que de mettre sur rails l'intégration du grand-duché dans le *Reich* allemand. À cet effet, ils se réunissent au café des Casemates à Luxembourg.

À partir de ce jour, les pronazis commencent leur agitation, chacun essayant de noircir son voisin auprès des autorités occupantes et de se placer dans la position la plus favorable. Les nazillons luxembourgeois se chamaillent mutuellement, font valoir leur attachement à la cause hitlérienne, espérant pouvoir s'emparer des rênes d'un pays exsangue et abandonné par le pouvoir légitime. Les uns essayent de se rendre maître du quotidien *Escher Tageblatt*; d'autres lancent une campagne de tracts violemment antisémite sur le thème "Der Jude ist dein Feind"; d'autres encore veulent à tout prix prouver les origines allemandes des Luxembourgeois: "Mir wëlle bleiwen, wat mir sin, urdäitsch Muselfranken."

Enfin, quelque 200 Luxembourgeois acquis aux idées nazies se réunissent le 13 juillet 1940 au café Bernardy à Luxembourg, où ils fondent le funeste mouvement pronazi *Volksdeutsche Bewegung* (VDB).

LE RÈGNE DES PETITS BONHOMMES JAUNES

Voilà donc des hommes (et des femmes), dont la plupart n'ont jamais fait de politique qui, du jour au lendemain, vont vociférer des slogans nazis, remplacer les *moien* et bonjour traditionnels par le salut hitlérien, le bras droit levé accompagné d'un retentissant "Heil Hitler". Les nouveaux messieurs vont s'affubler d'uniformes spéciaux: chemise blanche, pantalon noir, brassard avec croix gammée, bottes noires. Ils défilent martialement au son de musiques militaires allemandes, drapeau nazi flottant au vent. C'est proprement hallucinant, un spectacle totalement étranger à la mentalité luxembourgeoise.

Bientôt, ils changeront de tenue, revêtiront un uniforme jaune kaki et les Luxembourgeois vont leur donner le nom de *Gielemännercher*, terme marquant la dérision et le mépris. Mais ces bonhommes en jaune n'ont rien d'oiseaux exotiques, ils se prennent bigrement au sérieux et vont instaurer un régime de peur, de délation et de terreur.

À l'instar du parti nazi en Allemagne, ils divisent le pays en districts, groupes locaux, cellules et blocs, dotés chacun d'un petit *Führer* au titre ronflant et aux activités de propagande nombreuses. Ils tissent ainsi une toile d'arai-



gnée serrée de *Distriktleiter*, *Ortsgruppenleiter* et *Zelle- und Blockleiter*. La population entière est encadrée, surveillée, chicanée. Chaque *Ortsgruppe* comprend tout un tas de responsables, *Organisationsleiter*, *Propagandaleiter*, *Kassenleiter*, *Presseleiter*, *Schulungsleiter*, etc. Les femmes aussi bien que les jeunes, les automobilistes, les sportifs, etc. sont incorporés dans des organisations nazies. Un village comme Useldange comprend pas moins de 20 *Leiter* et *Leiterinnen*, une ville comme Esch/Alzette plusieurs centaines.

Le pouvoir des *Ortsgruppenleiter* et de leurs sbires est considérable, ce sont des espèces de commissaires politiques, habilités à juger le comportement politique de leurs compatriotes. Ils veillent à l'exécution des ordonnances de l'occupant, contrôlent si les habitants respectent l'interdiction d'écouter la radio ennemie, dénoncent les contrevenants, notent les personnes qui refusent de verser leur obole aux organisations nazies ou qui ne hissent pas le drapeau à croix gammée lors des innombrables commémorations, bref, ils dressent des listes de tous ceux qui se montrent réticents à l'endoctrinement nazi. Les *Gielemännercher* n'hésitent pas à faire le coup de main contre les patriotes, à espionner la vie privée des habitants, à jouer les chiens de garde pour le compte de l'occupant, à semer en permanence la suspicion dans toute une population, vivant dans la hantise de l'arrestation arbitraire par la *Gestapo*. Les appréciations politiques émises par les bonshommes jaunes ont des conséquences énormes: elles peuvent entraîner la transplantation (*Umsiedlung*), la déportation dans un camp de concentration et parfois, au bout du chemin, la mort.

LE MONDE DE LA COLLABORATION

Le VdB va compter jusqu'à 80.000 membres, mais ce chiffre est pour autant insignifiant que la plupart est forcée d'adhérer au mouvement.

(Plus révélateur est le nombre de Luxembourgeois membres du parti nazi. En faire partie constitue un honneur: 4.000 Luxembourgeois peuvent se flatter de posséder une carte du parti national-socialiste. Impressionnant également le nombre de Luxembourgeois volontaires dans les différentes formations armées allemandes, *Wehrmacht*, *SS*, *Luftwaffe*, etc. Leur nombre s'élève à 1.000 environ. À titre de comparaison, l'armée luxembourgeoise de volontaires d'avant-guerre se composait de 470 militaires.)

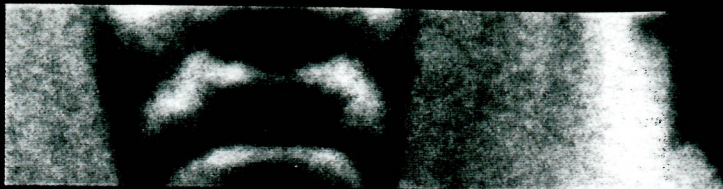
Les cadres du VdB, dont l'âge moyen est de 40 ans, proviennent à 60 % des classes moyennes. Proportionnellement, les fonctionnaires, enseignants et cheminots

sont surreprésentés — de par leur profession, ils peuvent davantage faire l'objet de pressions directes. On trouve des intellectuels égarés, des universitaires, surtout des médecins et des ingénieurs, des journalistes, par contre peu d'ouvriers et de paysans.

Très peu de collaborateurs — un noyau dur d'une cinquantaine de personnes, surtout des jeunes — sont des nazis convaincus. Il y a beaucoup d'opportunistes qui tablent sur la victoire de l'Allemagne et qui escomptent une amélioration de leur statut social. On compte aussi bon nombre d'ambitieux et de lâches.

Il y a également des collaborateurs qui mettent leurs connaissances linguistiques à profit pour servir d'interprètes aux Allemands dans leurs activités de pillage économique en France et en Belgique ou qui se mettent au service de la *Gestapo*. Ces auxiliaires de la police allemande vont peu à peu devenir des tortionnaires aux mains tachées de sang.





Les "Giedemännercher" n'étaient pas des oiseaux exotiques...

Il y a finalement de véritables éléments criminels qui profitent de cette période trouble pour assouvir leurs bas instincts.

(Assez curieusement, et contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays occupés par l'Allemagne, pratiquement aucune personnalité politique d'avant-plan n'est impliquée dans la collaboration, mais l'attitude de la majorité des élus du peuple n'en a pas pour autant été très glorieuse au cours de cette terrible épreuve pour le pays: si, sur les 55 députés que la Chambre comptait au 10 mai 1940, un seul parlementaire de premier plan s'est sérieusement compromis avec les Allemands, pas moins de 7 autres ont eu maille à partir avec la justice pour incivisme et 23, faisant le gros dos, se sont terrés en attendant des jours meilleurs.)

À la tête du VdB se trouve le professeur Damian Kratzenberg. Né le 5 novembre 1878 à Clervaux, Kratzenberg est le fils du régisseur du château de Berlemont, de nationalité allemande et naturalisé; sa

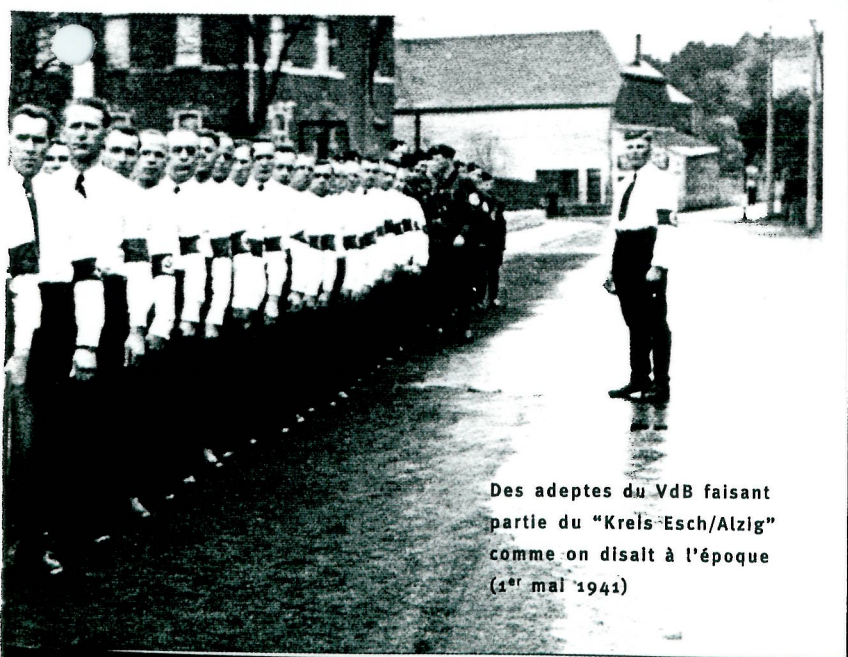
mère appartient à une famille de la bonne bourgeoisie luxembourgeoise. Élève brillant, Kratzenberg fait des études de philologie et devient professeur de grec et de littérature allemande. C'est un mauvais pédagogue que ses élèves chahutent. Sa vie sentimentale et familiale est un échec et se termine par un divorce.

Politiquement, Kratzenberg pencherait plutôt à gauche. Il fait partie de l'Assoss, qui regroupe les étudiants et universitaires libéraux et socialistes. Pendant un certain temps, il est membre du Parti libéral. Il se consacre avec dévouement aux centres d'éducation populaires, institutions laïques de gauche. Mais il n'entre pas dans la politique active: il est trop timoré, mauvais orateur, fuyant les foules. Son admiration pour la culture allemande l'amène à prendre la tête de la *Luxemburger Gesellschaft für deutsche Literatur und Kunst* (Gedelit), en quelque sorte le contre-poids de l'Alliance française, porte-parole de la culture française à l'étranger. Fort habile-

ment, les Allemands noyautent la Gedelit pour en faire un sous-marin de la propagande nazie et flattent son président, auquel ils décernent la médaille Goethe. Le petit professeur est submergé de reconnaissance. Voici ses mérites officiellement reconnus: l'Allemagne de Goethe et de Schiller est immortelle, le *Reich* millénaire de Hitler aussi, Kratzenberg ne cesse de le proclamer. Il en arrive à confondre culture allemande avec culte de Hitler, il tolère que des jeunes gens turbulents tiennent des réunions nazies dans l'arrière-salle de la Gedelit et continue de rêver à la culture allemande, tandis que les nazis brûlent publiquement les livres et les tableaux des grands artistes allemands qui ne peuvent justifier de trois générations au moins d'ancêtres de pure race germanique.

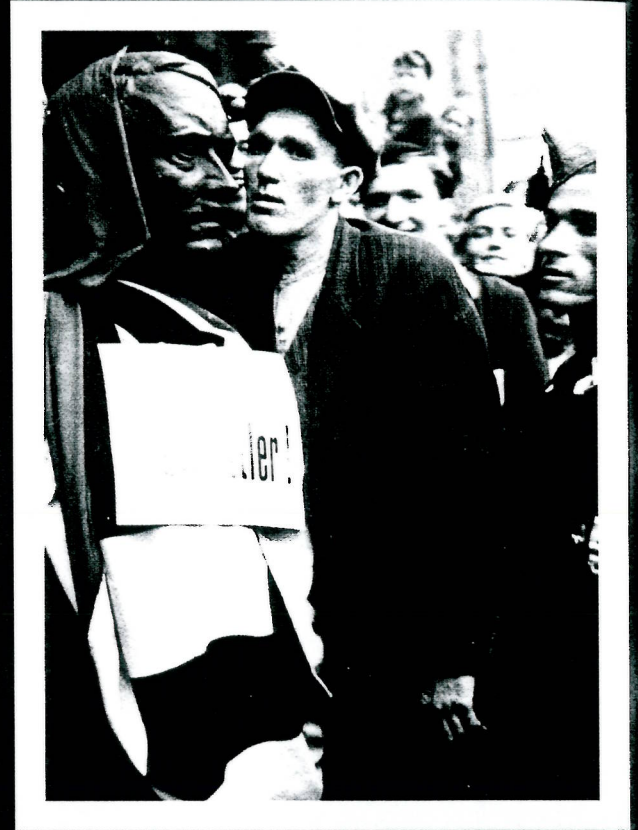
Kratzenberg, un rêveur impénitent et incorrigible, qui au nom d'une chimère insensée, va revêtir un uniforme à croix gammée, se prêter à tous les jeux de la propagande allemande, couvrant de son nom toutes les violations des droits, applaudissant l'introduction du service militaire obligatoire des jeunes luxembourgeois dans l'armée allemande, approuvant les sanctions de mort prononcées par les tribunaux d'exception de l'ennemi. Kratzenberg, une triste marionnette manipulée par les durs de la collaboration.

Cet être veule n'aura qu'un moment de dignité: le 11 octobre 1946, il affrontera avec courage le peloton d'exécution de l'armée luxembourgeoise qui le fusillera au stand de tir de la caserne du St-Esprit à Luxembourg.



Des adeptes du VdB faisant partie du "Kreis Esch/Alzig" comme on disait à l'époque (1^{er} mai 1941)





50.000 HORS-LA-LOI?

284

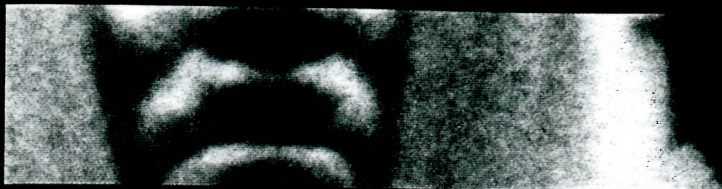
Le 26 mars 1965, les gendarmes reconduisent au poste-frontière de Wasserbillig et expulsent vers la République fédérale d'Allemagne Léon Bisenius, dernier détenu politique à la prison du Grund. Cet ancien épicier, âgé de 55 ans, s'était mis en 1940 au service de la *Gestapo*. Tortionnaire abject, il avait sévi dans la région de Clermont-Ferrand, arrêté et torturé de nombreux patriotes luxembourgeois qui s'y étaient réfugiés ainsi que des résistants français. Pour ses odieux crimes de guerre, il avait été condamné à mort le 29 juillet 1949, peine commuée en travaux forcés à perpétuité le 12 décembre de la même année.

Les problèmes de l'épuration ont empoisonné la vie politique de l'après-guerre. Il y eut des débats orageux à la Chambre des députés et des discussions passionnées dans l'opinion publique. Les uns reprochaient à la Justice d'être trop lente et trop indulgente envers les *Gielemännercher*, les critiques des autres allaient en sens contraire. En vérité, on constate des jugements particulièrement durs dans l'immédiate après-guerre, ensuite des jugements plus pondérés.

Exemple: Le premier collaborateur condamné à mort et exécuté était un professeur de gymnastique qui, dès la première heure de l'invasion allemande, avait rallié la cau-

se des nazis. À la tête d'un groupe de choc, il parcourait le pays et brutalisait les patriotes. Il faisait régner la terreur et se livrait à des violences physiques, sans toutefois causer mort d'homme. Était-ce suffisant pour le livrer au peloton d'exécution? On peut se demander si le jugement n'aurait pas été plus nuancé, si ce collaborateur était passé devant les tribunaux plus tard...

Ce que l'on peut dire sans risquer de se tromper, c'est que la Justice luxembourgeoise a généralement fait preuve d'une grande mansuétude envers les criminels de guerre allemands, alors qu'elle a été beaucoup plus sévère envers les collaborateurs luxembourgeois.



Les "Gielemännercher" n'étaient pas des oiseaux exotiques...



Le principal responsable de la germanisation du pays, le *Gauleiter* Gustav Simon, arrêté en zone d'occupation anglaise, se suicida le 18 décembre 1945 dans sa cellule de la prison de Paderborn, alors qu'une mission luxembourgeoise s'apprêtait à le ramener au grand-duché; les conditions de ce suicide n'ont jamais été entièrement élucidées. Les autres criminels de guerre allemands, civils et policiers, furent jugés au cours de procès qui se déroulèrent entre 1949 et 1951. À l'encontre des ces criminels de guerre, les tribunaux prononcèrent cinq condamnations à mort, dont trois par contumace; aucune de ces peines ne fut exécutée et à la Noël 1957, le dernier criminel de guerre quitta la prison de Luxembourg et

fut accueilli avec les honneurs en République fédérale d'Allemagne.

Pour ce qui est des Luxembourgeois, dès 1946, le procureur général d'État Félix Welter, grand patriote et juriste éminent, avait posé le véritable problème de l'épuration en déclarant: "Un pays comme le nôtre, qui compte environ 280.000 habitants, ne pourrait pas vivre, si dans sa population, il comptait quelque 9.000 condamnés politiques qui, avec environ 40.000 proches parents, formeraient une masse de près de 50.000 hors-la-loi." C'est pourquoi le procureur général d'État plaida en faveur d'une "humanisation de la répression". En novembre 1953, la Chambre des députés se rallia à

Humiliation publique de collaborateurs: un spectacle compréhensible, mais douteux

ces vues et vota une loi d'amnistie par 43 voix contre 3 (communistes) et 3 abstentions (deux socialistes et un représentant du Parti démocratique). Le chapitre de la collaboration et de l'épuration était clos sur le plan politique.

(Par leurs agissements, quelque mille Luxembourgeois étaient morts dans des camps de concentration et en déportation, près de 3.000 enrôlés de force avaient perdu la vie dans les armées hitlériennes et 600 juifs avaient été envoyés dans les camps de la mort.)



On ne peut évidemment passer sous silence certaines bavures qui se produisirent à l'encontre des collaborateurs. Dès le lendemain de la Libération, bon nombre de *Gielemännercher* furent arrêtés sans ménagement et la colère de la population à leur égard était à la mesure des humiliations qu'elle avait dû subir au cours de la longue nuit de l'occupation. Dans les prisons surpeuplées, le passage à tabac des détenus politiques était monnaie courante, d'autant plus que les autorités avaient dû recruter d'urgence des gendarmes, policiers et gardiens auxiliaires, peu formés à la garde de détenus.

Lors du procès du chef de la Gestapo, son défenseur alla même jusqu'à faire état de 84 détenus qui auraient été torturés à mort, assassinés ou "suicidés" en prison. Ces accusations furent par la suite reprises par la presse néo-nazie.

En fait, ces 84 soi-disant assassinats se décomposent comme suit:

286

8 exécutions capitales en vertu de jugements prononcés par les tribunaux; *31 détenus décédés* au cours d'opérations de déminage pour lesquelles ils s'étaient portés volontaires; *29 décès naturels* pour des causes diverses; *9 suicides*, dont l'un ou l'autre ont été contestés par les familles des détenus concernés; *1 décès d'un prisonnier de droit commun*; *1 décès d'un détenu évadé*, abattu au cours d'un drame de jalousie et *5 décès inventés* de toutes pièces par la propagande néo-nazie.

Si bavures il y eut, on est néanmoins rassuré de constater que les allégations complaisamment rapportées par des néo-nazis sont, à l'exception de quelques cas isolés, démenties à la suite d'enquêtes approfondies du parquet général.

PAS DE NÉO-NAZISME AU LUXEMBOURG

Que se passa-t-il avec les collaborateurs, une fois leur peine accomplie? Tout simplement, ils tâchèrent d'oublier au plus vite leur passé honteux et de se faire oublier par la même occasion. Certes, le temps vécu ensemble pendant les années de guerre et ensuite en prison, avait créé des liens entre collabos, mais ceux-ci n'allaient pas au-delà d'une entraide matérielle et d'une solidarité amicale et fraternelle. À aucun moment, les collaborateurs tentèrent de réanimer la flamme nazie. Politiquement, ils se fondirent dans la masse anonyme des électeurs et les partis en place ne furent que trop heureux de les récupérer. Quelques-uns d'entre eux, après une période de purgatoire, parvinrent à jouer un rôle plus ou moins important sur la scène politique nationale, mais il s'agit plutôt d'exceptions.

À toutes les élections, l'extrême-droite luxembourgeoise, qui ne se réclame pas du nazisme, monte au créneau avec des thèses ultra-nationalistes. Sous prétexte de défendre des valeurs bien luxembourgeoises (langue et patrimoine culturel, souveraineté nationale), les protagonistes plutôt folkloriques et fumistes que dangereux de l'extrême-droite se livrent à des excès de xénophobie qui se heurtent à une fin de non-recevoir de la part des électeurs. Ces groupuscules ne recueillent que des poussières de voix.

Les plaies de la collaboration se sont refermées, mais les *Gielemännercher*, qui ont fait tant de mal, continuent de hanter la mémoire collective. Tant pis pour l'image d'Épinal que d'aucuns souhaiteraient voir figurer dans les livres d'histoire.



"Großkundgebung" à la place de l'Hôtel de ville de Dudelange (1^{er} mai 1941): le personnel de l'usine reçut l'ordre d'y participer "volontairement"



Paul Cerf, né en 1929, est retraité de la Fonction publique européenne.

Il a signé de nombreuses publications à caractère historique sur la Seconde Guerre mondiale dans son aspect luxembourgeois, notamment *De l'épuration au grand-duché de Luxembourg après la Seconde Guerre mondiale* (Éditions Saint-Paul, 1980).



Les "Giefemännercher"

Après 52 mois de répression nazie, les collaborateurs sont bafoués et malmenés par une foule en délire (14 septembre 1944)

CONDAMNATIONS À MORT POUR FAITS DE COLLABORATION

Nom et prénom	Date de naissance	Profession	Fonction pendant l'occupation	Condamnation	Grâce et élargissement	Exécution
Joseph Decker	19 mars 1914	professeur d'éducation physique	chef du groupe de choc de l'organisation pronazie VdB	4 juin 1945	—	30 juin 1945 cour, prison de Luxembourg
Norbert Sinner	5 avril 1907	négociant	chef local VdB Luxembourg-Bonnevoie (<i>Ortsgruppenleiter</i>)	13 septembre 1945	—	9 novembre 1945 cour, prison de Luxembourg
Antoine Thil	9 juin 1905	agent d'assurances	chef local VdB Luxembourg-Limpertsberg	9 mai 1946	—	22 juin 1946 cour, prison de Luxembourg
Damian Kratzenberg	5 novembre 1878	professeur	chef national de l'organisation pronazie VdB (<i>Landesleiter</i>)	1 ^{er} août 1946	—	11 octobre 1946 stand de tir, caserne du St-Esprit
Ferdinand Spierkel	27 octobre 1901	employé des chemins de fer	chef local VdB Luxembourg-Dommeldange	7 décembre 1946	13 février 1947 23 décembre 1955	—
Jean Koetz	10 novembre 1907	commerçant	chef local VdB Esch/Alzette	17 décembre 1947	—	4 mars 1948 stand de tir, Reckenthal
Marcel Stirres	29 novembre 1918	traducteur de films	interprète et agent Gestapo	17 mars 1948	—	24 juin 1948 stand de tir, Reckenthal
Égide Wolter	4 avril 1897	cultivateur	chef local VdB Heinerscheid	24 mars 1948	—	24 février 1949 stand de tir, Reckenthal
Marcel Reuter	27 février 1922	employé	soldat Wehrmacht	23 juin 1948	—	13 octobre 1948 stand de tir, Reckenthal
Albert Kreins	20 octobre 1916	employé	chef d'organisation VdB	3 mai 1949 par contumace	—	—
Léon Bisenius	28 juin 1910	épicier	interprète et agent Gestapo	29 juillet 1949	12 décembre 1949 26 mars 1965	—
Henri Rolgen	13 décembre 1923	ouvrier	indicateur Gestapo	31 juillet 1951	19 juin 1952 16 mai 1964	—